



ISSN 1240-0009  
CCPAP 0926 S89086

## "L'anarchie la seule solution"

(traduction de la photo ci-dessous)

### **Edito**

- "une vie ne vaut rien, mais rien ne vaut une vie".

### **Monde du travail**

- Semaine de lutte contre le non-paiement des salaires - 2025
- A Caen les urgences en pannes ...

### **Social**

- La "taxation des riches" : dogme, fétiche et baliverne ...
- Mortalité de classe.

### **Politique**

- Sarkozy en prison : la blague de l'année.
- Rire avec les loups.
- En marche vers le national-populisme.
- Être contre la guerre, c'est donc être anarchiste.
- Qu'est-ce que la révolution?

### **Solidarité**

- Communiqué solidaire en soutien à la CNT-AIT espagnole.

### **International**

- Occupation par des ouvriers en grève dans l'est de la Russie.
- Révolution, sociale, libertaire et solidarité de classe ...
- Génocide au Soudan.



## "Une vie ne vaut rien, mais rien ne vaut une vie. " André Malraux - La Condition Humaine

**N**ous sommes aujourd'hui assignés, voire déterminés à exprimer une empathie "à géométrie variable" en fonction des populations et des espaces meurtris par les différents conflits sur terre. On peut ici citer François Robinet, historien qui a étudié la médiatisation des conflits africains entre 1994 et 2015, « de plus meurtrier de la période nous dit il est la guerre de la République démocratique du Congo (RDC) qui a fait 3 à 4 millions de morts entre 1998 et 2002, et n'a presque pas été couvert par les médias ».

Dans un article récent, le journaliste François Poulain liste une série de déterminants de l'empathie ressentie en fonction de différents critères :

- la loi de proximité dite du "mort-kilomètre", (plus le conflit est proche, plus on ressent d'empathie pour les victimes)
- la loi de proximité en fonction de la présence de groupes culturels concernés, d'une diaspora..., (Sentiment d'empathie pour les gens culturellement proches)
- la politique de communication des belligérants qui sont des "entrepreneurs de compassions sélectives", comme l'analyse Mathias Delori, sociologue des relations internationales,
- la tendance à minorer le coût émotionnel de l'empathie en favorisant notre endos-groupe,
- et partant issu de représentations issues du colonialisme subsistant,
- la perte de signification inverse de la profusion d'images, ce que relevait Susan Sontag dans "Sur la photographie".

Voici quelques raisons "mainstream" qui conduisent à différencier notre empathie en fonction des différentes sociétés et espaces concernés par les conflits. Gaza est une tragédie, Al-Fasher est à peine évoquée et le sort des Ouïghours est totalement oublié (sans compter la cinquantaine d'autres "guerres oubliées sur le globe").

En tant qu'anarchistes, nous nous devons de relever le rôle éminent du stato-capitalisme dans cette différenciation, cette ségrégation émotionnelle, cet oubli sélectif :

- Rôle de l'État qui par le biais de sa diplomatie, encourage tacitement tel ou tel adversaire, voire les deux pour déstabiliser toute une région prise dans le "Grand jeu".
- Rôle encore de l'État qui crée toujours une "identité nationale" plus ou moins structurée à long terme par une rhétorique de l'ennemi possible ("toujours plus ou moins barbare" comme disait Georges Brassens)
- Rôle du capitalisme médiatique qui conditionne des mass-médias plus ou moins brûlants émotionnellement et dirigeant les émotions sociales vers des centres ou champs bien choisis, de manière très volatile,
- Rôle du capitalisme militaire qui alimente les différents conflits transformés en autant de marchés concurrentiels à l'échelle planétaire (l'Union européenne arme sans vergogne les Forces de Soutien Rapides par le truchement des

### ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT , 7 rue St Rémy, 31000 Toulouse  
contact@cntaittoulouse.lautre.net

### ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

contactez nous directement par mail à l'adresse ci dessus.

### POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.  
N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

### REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE  
PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 194 / NOV - DEC 2025 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle, journal du réseau CNT-AIT  
7 rue St Rémy 31000 Toulouse - imprimé le 02 Decembre 2025 sur les presses  
d'Axion-Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond  
Nicole

**Diffusez Anarchosyndicalisme!**  
**Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.**

**Pour tout problème d'abonnement: contactez nous directement par mail:**  
**contact@cntaittoulouse.lautre.net**

**Anarchosyndicalisme! est le journal du réseau de la CNT AIT. Ce journal est rédigé, mis en page,**

**assemblé par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs, après leurs heures de travail. il ne reçoit aucune subvention.**

#### **Notre contact:**

**Anarchosyndicalisme!**

**7, rue St Remesy,**

**31000 Toulouse**

**tel: 05.61.52.86.48**

**permanence tous les samedi de 17 H à 19 H**

#### **Mails:**

**contact@cntaittoulouse.lautre.net**

**montauban@cnt-ait.info**

**perpignan@cnt-ait.info**

**initiative.03@cnt-ait.info**

**contact@cnt-ait.info (Paris-**

**banlieue, nord et est de la france)**

**essonnes@cnt-ait.info**

**https://cntait03.wordpress.com**

**@CNTAIT (Paris)**

**initiative cnt-ait grand ouest (Bretagne, pays de Loire) écrire à cnt-ait.info**

#### **Émirats Arabes Unis par exemple)**

Enfin, en tant que socialistes libertaires et humanistes, nous répéterons toujours les vers du berbère Terence dans l'Heautontimorouménos : *Homo sum, nihil humani a me alienum puto. Je suis un être humain, et rien de ce qui est humain ne m'est étranger.* Rajoutons à cela que tout être humain a droit à ma solidarité et à mon hospitalité. Nous ne choisirons donc pas entre des conflits plus ou moins bouleversants en fonction d'une culture émotionnelle raciste, différentialiste et hiérarchique dictée par l'État-nation et ses sbires. Notre empathie ira donc à toutes les victimes innocentes des guerres, de toutes les guerres, sacrifiées pour satisfaire les ambitions de puissance et de pouvoir d'hommes et de femmes au nom de la raison d'État. Le pouvoir rend fou et la guerre n'est que l'expression ultime de cette folie. Construire un monde sans État, est la seule façon d'en finir avec la guerre.

## **POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?**

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

- une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire – en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?

- et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

- Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).

- En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

## Semaine de lutte contre le non-paiement des salaires-2025

**D**u 13 au 19 octobre 2025, l'Association internationale des travailleurs (Internationale anarcho-syndicaliste) organise la traditionnelle Semaine annuelle de lutte contre le non-paiement des salaires. Le retard ou le non-paiement des salaires gagnés est dans le monde entier l'une des principales causes de conflits du travail entre salariés et capitalistes. Ainsi, en Russie, au premier semestre 2025, le non-paiement total ou partiel a été la cause de 57 % des conflits du travail.

En appelant à ce que la Semaine soit célébrée cette année, l'Association internationale des travailleurs a invité les participants à la campagne à entreprendre, lorsque cela est possible (en fonction de la situation spécifique), les actions suivantes :

- diffuser des informations sur la Semaine dans les médias et les réseaux sociaux ;
- organiser un débat public sur cette question ;
- distribuer des autocollants et des affiches contenant des informations ;
- organiser et mener des campagnes d'action directe visant à amener les travailleurs à restituer l'argent qu'ils ont gagné et qui leur est dû.

L'une des formes les plus courantes de non-paiement des salaires est le non-paiement des heures supplémentaires par les employeurs. Cependant, comme l'indique par exemple une déclaration du syndicat interprofessionnel CNT-AIT (section espagnole de l'Association internationale des travailleurs) d'Albacete, " le non-paiement des salaires n'est pas uniquement lié aux heures supplémentaires. Les salaires

impayés sont généralement liés aux conditions économiques d'exploitation auxquelles la classe ouvrière est confrontée : embauches frauduleuses, salaires inférieurs à la catégorie professionnelle, non-paiement des primes, congés, primes supplémentaires, indemnités de licenciement, lock-out, etc. Comme on peut le constater, les salaires impayés sont généralement directement liés au total des salaires que les hommes et les femmes devraient percevoir. Par conséquent, nous concluons que le vol systématique perpétré contre la classe ouvrière est beaucoup plus répandu et ne se limite pas aux heures supplémentaires impayés ".

Parallèlement, nous souhaitons condamner et souligner un autre point : le système salarial exploitant est lui-même une forme d'exploitation du travail fondée sur la sous-rémunération. D'une certaine manière, le travailleur ne reçoit pas toute la richesse qu'il crée, produisant une plus-value que s'est appropriée par la classe capitaliste. C'est pourquoi nous affirmons que le système du salariat est en soi un vol, une forme de non-paiement des salaires, et qu'il est fondé et enraciné dans la division de classe, ainsi que dans la propriété et le contrôle des moyens de production. Dans les conditions de cette injustice institutionnalisée, qui légitime la propriété privée des moyens de production, la division de classe de la société entre capitalistes et travailleurs est légalisée.

Face à cette situation intolérable, l'anarcho-syndicalisme insiste sur la nécessité pour la classe ouvrière de s'unir, de s'organiser et de résister à l'exploitation capitaliste en s'opposant au non-paiement des salaires. Cette organisation doit toujours se fonder sur les principes de l'action directe, de l'autogestion ouvrière, du soutien mutuel et de la solidarité, afin de lutter ensemble contre le fléau du non-paiement des salaires.

Sources : <https://airus.info/node/6335> ou <https://telegra.ph/Nedelya-borby-protiv-nevyplaty-zarplaty---2025-10-16>

## A CAEN : LES URGENCES EN PANNE ...

**D**ébut Novembre, les médias locaux et nationaux ont rapporté que les urgences du CHU n'auront plus d'internes, faute de médecin pour les encadrer. Il n'y a que 3 médecins au lieu de 6, et il y aura donc aussi une vingtaine d'internes en moins. Une conséquence directe des politiques publiques qui ont ravagé les hôpitaux ces dernières années et à la prise en compte très tardive de la pénurie de médecins (pénurie qui va s'accroître encore pendant de nombreuses années avant que les effets de l'abandon du numerus clausus, en 2025, ne produise des effets).

Au même moment, les urgences de la clinique St Martin sont régulièrement fermées (4 fois en 10 jours), par manque de médecins...

Bref, c'est la cata, au moment où le gouvernement instaure de nouvelles mesures d'austérité, notamment concernant la santé et les hôpitaux.

Il paraît que « gouverner c'est prévoir ». Cette situation était tout à fait prévisible. Elle est le résultat de tous ceux qui gouvernent – de droite comme de gauche – et qui ont fermé des milliers de lits d'hôpitaux, qui n'ont pas formé de nouveaux personnels, qui préfèrent allouer 413 milliards

d'euros pour l'armée que pour la santé.

Gouverner c'est prévoir disions-nous. Ce que notre gouvernement a prévu pour nous, c'est la guerre. Le Chef d'Etat-major – ventriloque du président Macron - l'a dit : « il faut que nous nous préparions à souffrir économiquement parce que les priorités iront à de la production défense, il faut que nous nous préparions à accepter de perdre nos enfants. »

Alors contre le gouvernement et contre tous les gouvernements, soyons imprévisibles ! Organisons l'indiscipline et la révolte !

## TOUT POUR L'ARMEE ET LA POLICE RIEN POUR TA GUEULE !



**Ils ferment les lits et les hôpitaux  
et nous on crève !**

**Pour une santé de qualité,  
Une seule solution la révolution**

CNT-AIT contact@cnt-ait.info

## La "taxation des riches" : dogme fétiche et baliverne de la sociale démocratie !

**F**orce est de constater que cet argument récurrent de "taxation des riches" n'est qu'un mythe, destiné de surcroît à contribuer à nous maintenir sous le joug du règne incessant de la classe capitaliste en nous faisant croire qu'avec cette taxation, nous luttons contre elle, que le rapport de force social est en notre faveur et ainsi de suite.

C'est l'impression. Mais en réalité, même si de telles mesures peuvent amener certains "avantages", cela ne fait que prolonger l'existence de cette classe « parasite », en pensant qu'une taxation progressive des "riches" pourrait entraver leur règne ou bien diminuer les effets néfastes de celui-ci.

Ajoutons que le terme « riche » ne veut rien dire, ou du moins pas grand-chose, en ce sens qu'il est flou, trop abstrait et qu'il est totalement déconnecté d'une base fondamentale: la possession des moyens de production et le contrôle sur la force de travail, autre le fait qu'à partir de là, si un bourgeois est forcément riche, toute personne bénéficiant d'un train de vie confortable n'est pas nécessairement à classer parmi la catégorie des exploiteurs. Ce mot efface cette réalité afin de légitimer l'existence même de la classe bourgeoise en plus de gommer les frontières de classe.

Ainsi, nous pouvons mettre en contexte l'idée et affirmer que NON, la

taxation des « riches » ne remet pas en cause la hiérarchie « patron → salarié » et encore moins le règne du capitalisme. Au contraire, ça peut contribuer à sauvegarder l'existence du capitalisme et donc à perpétuer celui-ci. Au demeurant, les capitalistes conservent toujours leur influence politique, médiatique et culturelle. Et tous ces facteurs font que nous restons, malgré tout, des « esclaves » dociles qui aident à perpétuer la domination de nos maîtres dominants.

De plus, il faut savoir que la taxation est effectuée par l'appareil de l'Etat, qui n'est pas neutre, mais bien l'instrument d'organisation du pouvoir et du règne des capitalistes, pour protéger leur propriété privée des moyens de production.



Ainsi, comment peut-on croire qu'un outil perpétué par cette classe « infâme et parasitaire », minoritaire puisse être l'arme pour la combattre, sérieusement ? Soyons conscients : cette fadaise de "taxer les riches" n'est qu'une baliverne conçue pour nous anesthésier, nous rendre docile, en nous maintenant dans l'idée que le règne du régime capitaliste et de l'argent ainsi que de l'Etat sont "naturels, voir indépassables" !

Autrement dit, les taxer, c'est accepter qu'ils s'enrichissent tant qu'ils paient "leur part". Mais l'existence même des bourgeois reste intacte, tout en leur offrant une image "moral" : celle de "bons bourgeois" qui "contribuent à la collectivité". Mais ce qu'on ne dit pas, c'est que les

bourgeois répercutent le coût des impôts qu'ils paient sur les prix, les loyers ou les salaires. Ils font ainsi peser une pression accrue sur les conditions de travail pour préserver leurs profits nets.

Donc on nous donne l'impression d'agir contre l'injustice, vu que ça préserve le système qui est à l'origine de ces injustices. C'est non seulement totalement réformiste mais c'est également démagogique, en freinant et limitant toute velléité de lutte et d'élan révolutionnaire. Cela peut même dans ce sens servir d'arme aux maîtres capitalistes.

Alors, que faire ? La réponse est pourtant simple et devant vos yeux. Il ne s'agit pas de "faire payer les riches" mais bien d'exproprier la

bourgeoisie, les exploiteurs capitalistes. Cela signifie procéder à la collectivisation des moyens de production pour les socialiser et les mettre sous le régime de la propriété collective ! Et c'est concrètement remettre les entreprises, le tissu industriel, les terres ..., entre les mains des travailleurs et usagers, produire les richesses nécessaires en commun dans le sens de la satisfaction des besoins, instaurer la gratuité universelle, pour enfin bâtir une société juste, réellement libre et démocratique, solidaire et égalitaire !

Pour en finir avec le capitalisme et pour le socialisme libertaire ! Vive la révolution sociale !

## Mortalité de classe

**N**ous citerons ici un extrait du communiqué de la salle de presse de l'Inserm du 16 septembre 2025.

Les habitantes des communes socio-économiquement défavorisées ont plus de risques de voir leur enfant décéder dans les premiers jours suivant sa naissance. C'est le constat d'une nouvelle étude publiée par une équipe de recherche de l'Inserm, de l'Université Paris Cité, de l'Inrae, de l'Université Paris Nord, et de l'APHP, dans la revue médicale BMJ Médecine, le 16 septembre 2025.

Une étude de 2022[1] avait déjà révélé une hausse significative de la mortalité infantile (décès avant un an) en France depuis 2012. Cette étude avait identifié la mortalité néonatale (décès entre la naissance et le 28e jour du bébé) comme principale composante de l'augmentation de la mortalité infantile, mais elle ne permettait pas de savoir quels étaient les territoires et les populations les plus touchés.

Pour y voir plus clair, une équipe scientifique a mis au point un indice de désavantage social adapté à la période périnatale pour chaque commune de France hexagonale[2], résultant de l'analyse de différents facteurs associés à l'état de santé des nouveau-nés dans de précédentes études : le taux de chômage, le pourcentage de personnes immigrées dans le secteur, celle de locataires, de familles monoparentales, et le revenu médian par ménage. Les scientifiques ont ensuite croisé cet indicateur avec le taux de mortalité néonatale sur deux périodes : entre 2001 et 2008 puis entre 2015 et 2020, en utilisant le Système national de données de santé (SNDS).

Les résultats mettent en lumière d'importantes inégalités face à la mortalité néonatale.

« Quelle que soit la période étudiée, les décès de nouveau-nés sont plus nombreux pour les mères qui résident dans les communes les plus défavorisées au regard de notre indice de désavantage social adapté à la période périnatale », observe Jennifer Zeitlin, épidémiologiste et directrice de recherche à l'Inserm, et dernière autrice de l'étude.

Ce communiqué est la synthèse d'un article médical paru dans la revue BMJ Médecine (voir la référence pour les anglophones1).



On y ajoutera la citation suivante :

« Si toute la population avait le même risque de mortalité néonatale que les 20 % les plus favorisés, on estime qu'environ un quart des décès, soit 2 496 décès de nouveau-nés, auraient pu être évités rien que sur la période entre 2015 et 2020 », indique Victor Sartorius, le premier auteur.

Voilà où nous en sommes, voici le beau résultat du contrat social actuel, dans un pays dit avancé, en progrès ; on oscille entre la tristesse et la révolte en constatant ces faits : les nouveaux-nés pauvres décèdent relativement de plus en plus.

Évidemment, les sociologues auront beau jeu de dire que l'on enfonce une porte ouverte. Depuis les enquêtes du Docteur Villermé, on sait à quel point les classes laborieuses sont affligées d'une santé dégradée. Néanmoins, avec le 20ème siècle et ses avancées médicales, on aurait pu croire à une stabilisation avantageuse dans le domaine de la mortalité infantile, à un progrès social. Certes il existe, mais l'étude statistique montre que ces espoirs sociaux sont de plus en plus rongés par la maladie sociale, le paupérisme.

Le concept général de lutte des classes se décline ici sous un aspect particulier : celui de la souffrance de classe. Celle-ci s'accroît, avec un effet de ciseau : les bébés meurent plus et les vieillards meurent plus jeunes pour les classes défavorisées.

L'espérance de vie par niveau de vie : chez les hommes, 13 ans d'écart entre les plus aisés et les plus modestes

Nathalie Blanpain, division Enquêtes et études démographiques, Insee

Plus on est aisé, plus l'espérance de vie est élevée. Ainsi, parmi les 5 % les plus aisés, l'espérance de vie à la naissance des hommes est de 84,4

ans, contre 71,7 ans parmi les 5 % les plus pauvres, soit 13 ans d'écart. Chez les femmes, cet écart est plus faible : 8 ans séparent les plus aisées des plus pauvres. Aux alentours d'un niveau de vie de 1 000 euros par mois, 100 euros supplémentaires sont associés à 0,9 an d'espérance de vie en plus chez les hommes et 0,7 an chez les femmes, tandis que l'écart n'est plus que de 0,3 an et 0,2 an aux alentours d'un niveau de vie de 2 000 euros par mois.

Les femmes ont une espérance de vie plus élevée que les hommes (6 ans en moyenne). Elles vivent même en général plus longtemps que les hommes les plus aisés : celles dont le niveau de vie se situe parmi les 70 % les plus aisées ont une espérance de vie plus longue que les hommes parmi les 5 % les plus aisés.

Les personnes les plus aisées ont plus souvent un diplôme du supérieur, mais cela n'explique qu'en partie les écarts d'espérance de vie selon le niveau de vie. Avec ou sans diplôme, plus on est aisé, plus l'espérance de vie augmente.

Cet article de l'Insee est un peu anciens et date de 2018 (Insee Première No 1687 paru le : 06/02/2018). Néanmoins le propos est éloquent : dans l'extrême jeunesse et vieillesse, l'appartenance à la classe sociale est de plus en plus déterminante et dé-favorisante. Dans le phénomène sociologique et politique qu'est la lutte des classes, matérialisée ici par ces quintiles où l'on voit les courbes se dissocier, se joue la souffrance de classe, et plus précisément la relation à la mort de classe, le deuil de classe. Avec les sagesses qui subissent et les sagesses qui se révoltent.

Adam Smith, qui n'est pas que l'économiste de la Main Invisible, mais aussi un vrai philosophe humaniste correspondant de Hume et Condorcet, explique ici nettement l'enjeu.

***Chapitre 3. De la corruption de nos sentiments moraux, résultant de notre disposition à admirer les riches et les grands, , et à mépriser ou négliger les personnes pauvres d'une condition obscure.***

*Quoique notre disposition à admirer, à presque adorer les riches et les grands, à mépriser ou au moins à négliger les personnes indigentes ou obscures, soient également propres à établir et à maintenir la distinction des rangs et l'ordre de la société, elle est aussi la cause première et générale de la corruption de nos sentiments moraux. Les philosophes de tous les siècles se sont plaints, avec raison, que la richesse et la grandeur sont souvent regardés avec un respect et avec une admiration qui n'étaient dues qu'à la sagesse et à la vertu, et que le mépris tombe souvent sur la pauvreté et la faiblesse au lieu de s'attacher uniquement aux objets qui lui sont propres, au vice et à la folie.*

***Adam Smith - Théorie des sentiments moraux - Partie I, section III***

La distinction des rangs, ou des classes sociales, et l'ordre de la société capitaliste d'Etat sont les moteurs d'une corruption des mœurs que l'on constate constamment. Le corps social est gangrené par la distinction aristocratique et hiérarchisante, par une destruction systématique de la sympathie naturelle pour son prochain au profit d'un mépris généralisé des hommes et d'une adoration généralisée du fétiche de la marchandise.

C'est au politique, c'est-à-dire à l'action de tous les jours dans la Cité, de promouvoir l'éducation intégrale des hommes, vers une sympathie naturelle et une décence commune. Une décence qui déconstruit l'idéologie mortifère du culte de la "réussite" sociale par l'argent et promeut le refus de parvenir cher à Albert Thierry.

Quand nous disons politique, c'est à la Révolution que nous pensons, n'en déplaise à ceux qui ne voient pas la violence sociale sous leur nez, une Révolution silencieuse ou bruyante de velours ou de fer, mais certainement "belle comme une rivière bleue".

1.<https://bmjmedicine.bmjjournals.org/content/bmjjmed/4/1/e000954.full.pdf>

## Sarkozy en prison : La blague de l'année.

**C**es dernières semaines, nous avons pu assister au sein de la justice française, à une étonnante condamnation d'un ancien président de la République. Beaucoup moins étonnante fut sa libération conditionnelle après 15 jours de détention au régime exceptionnel.

Moi qui croyais naïvement que la justice et les lois de ce pays ne s'appliquaient uniquement qu'aux citoyens de seconde zone, les plus vulnérables, les plus faibles, SDF ayant écoper de la prison ferme pour de simples vols de sandwich dans des supérettes. Je dois avouer que pour le coup, j'ai été cueilli. Enfin un puissant, qui a la responsabilité d'un paquet de magouilles et montages financiers, divers et variés, et indirectement responsable des quelques milliers de morts en Libye, allait faire de la prison pour de bon !

On a aussi pu constater tout le ridicule soutien médiatique, allant jusqu'aux ministres de l'Intérieur et Garde des Sceaux en personne,

incarcération avec en prime des flics en prison pour veiller à la sécurité de l'ancien président.

Quelle comédie, deux ministres désavouant le personnel pénitencier de ce pays, composé de gens incomptables pour assurer la sécurité de l'ex-président, sécurité dans les prisons françaises qu'il avait lui-même fortement ébranlée. Ce qui est tout de même assez rigolo, surtout quand on sait que Sarkozy fut l'un des artisans du démantèlement du service public de ce pays, à l'instar bien entendu de ses prédécesseurs et successeurs.

Ainsi notre ancien président de la République, c'est vu condamné à cinq ans de prison ferme. Gageons qu'il ne restera pas six mois dans les geôles de l'état, mais pour l'instant savourons ce moment cocasse de la vie politique française, et surtout soyons attentif à ce qu'il dira à sa sortie de prison, ça risque d'être assez étonnant, avec un peu de chance, il deviendra peut-être un militant anti carcéral, qui sait ?

Et pourtant lui et ses pareils nous ont bassiné pendant des années avec

la tolérance zéro envers les délinquants, vitupérant contre le laxisme de la justice.

Et voilà comme quoi le ridicule ne tue pas, la classe politique, Le Pen la première, qui s'insurge de cette incarcération, car disent-ils « on ne traite pas un président de cette manière ». C'est curieux, je croyais également qu'un ex-président redevenait de facto un citoyen ordinaire comme les autres et pouvait être justiciable comme n'importe quel citoyen de ce pays, enfin théoriquement. Décidément, je suis un grand naïf.

Toujours est-il que ces politiciens en question sont également visés par la justice, et qu'ils doivent sérieusement s'inquiéter pour leur situation personnelle. Il faut l'avouer, il y a des moments de la politique française assez truculents.

Malgré cette sulfureuse association avec le régime terroriste Libyen, ses avocats ont tout de même émis une demande de remise en liberté, mais notre cher ex-président est déjà condamné à un an ferme pour l'affaire des écoutes, puis le dossier Bygmalion, où là, il risque une nouvelle peine d'un an. Autant dire qu'il n'est pas encore sorti de l'auberge, vu le confort de la cellule qui lui est consenti,

Un scénario encore peu impensable : il serait jugé dans le box de la première chambre de la cour d'appel de Paris, exactement à la place où a été condamné Pétain à la libération, et où Marine Le Pen comparaîtra début janvier 2026, quelle ironie de l'histoire.

En attendant à son arrivé à la santé, notre ami a du se conformer au règlement intérieur comme tout le monde, le service de greffe l'a pris en photo, a prélevé ses empreintes digitales et lui a décerné un matricule carcéral. Il a été contraint de se déshabiller pour une fouille complète, comme tout autre détenu dans ce pays, et il effectuera sa

détention dans une cellule de 11 m<sup>2</sup>, ce dont, je suppose, qu'il était informé depuis sa nomination au poste de ministre de l'Intérieur.

Le plus hilarant : Lorsque Balkany, Pierre Botton, ou Claude Guéant lui donnent des conseils pour sa détention, sans vouloir donner raison aux populistes et autres Poujadistes de droite et de gauche, on assiste à une mise en scène d'un mauvais polar, lors de réunions de truands maffieux qui se serrent les coudes.

Sans parler du mélo des conseils d'Isabelle Balkany à Carla Bruni sur ce qu'il devait emporter ou non en prison.

En-dehors de toute cette pantalonnade, ne nous y trompons pas, la justice française reste la justice bourgeoise, et qui applique les règles du droit bourgeois. Qu'un des leurs se retrouve embastiller et qui plus est, l'ancien ministre de l'intérieur, et cerise sur le gâteau Ex-Président de la République, ne change rien à l'affaire, les diverses familles de la bourgeoisie règlent leurs comptes depuis toujours, et peu importe si Sarko fait sa peine ou s'il sort de la Santé d'ici quinze jours.

Il ne faut pas oublier que Sarkozy, nous a saigné, nous tous, malgré ses accents populistes . Ses attaques inouïes sur nos retraites, sur nos conditions de travail, les coupes claires dans les dépenses de santé, les baisses de salaire, l'insuffisance de logements décents, le chômage galopant... Et pour ce qui concerne les prisons, ce sont majoritairement des chômeurs et des ouvriers qui occupent les geôles françaises.

Pauvre Sarko !

**Je souhaite aux 21291 détenus en préventive, la même issue pour leur dossier, que celle de ce « repris de justice » !**

## Rire avec les loups...

**acrisitions à l'actualité et évoquons, dans ce qui n'est qu'un billet bref, l'incarcération plus ou moins dorée du ci-devant Nicolas S.**

Le premier réflexe, avouons-le, c'est une sorte de satisfaction ou de sourire de bon aloi à une situation qui somme toute passerait pour de la "bonne justice", comme dans la situation, rare certes, où un flic se retrouve derrière les barreaux. "Tel est pris qui croyait prendre", "la justice est la même pour tous", etc...

Et puis, réflexe libertaire oblige, c'est une sorte de dégoût cendré qui accroche le palais quand on voit se réjouir, par exemple, les staliniens de tout poil toujours prompts, on le sait, à trouver un charme fou à la "Prison du Peuple". Cela invite donc à la réflexion dans un deuxième temps.

Alors, il faut tout d'abord le dire et le scander, nous sommes pour l'abolition de la Prison, de toutes les prisons, comme d'ailleurs de celle du Code Pénal.

De cette affirmation suivent plusieurs questions qu'il semble important de poser :

1. De quoi l'incarcération de Nicolas S. est-elle le nom ?

2. De plus, quelle est la fonction de cette incarcération dans la société stato-capitaliste (du capitalisme d'Etat ou société bourgeoise)?

3. Par ailleurs, quelle est la fonction de cette incarcération pour les leninistes et maoïstes?

4. Pour finir, que faire tout de même de Nicolas S. après la Révolution Libertaire que nous appelons de nos vœux (toujours, malgré tant de sourires en coin)?

Nous conclurons par les éléments constitutifs d'une décence commune vis-à-vis du spectacle ou de la farce (et attrapes) générée par ce fait divers.

La séquence de condamnation (à péripéties) et d'incarcération de N.S. est, au choix, un élément dramatique ou de farce prenant place dans le grand spectacle donné par l'entreprise « stato-capitaliste », à l'aide de ses organes que sont les mass-médias (augmentés maintenant des réseaux). Il y a un scénario, des décors, des acteurs, des costumes, mais comme la représentation semble gratuite et ouverte à toutes et tous, que signifie-t-elle, ou à quoi sert-elle?

Je qualifierais cette séquence de rédemptrice ou de purificatrice, comme une sorte de messe où un individu est sacrifié sur l'autel de la société bourgeoise. Oui certes, mais pourquoi sacrifier cette pièce d'échec (au moins une tour ou un cavalier, ou mieux un fou)? La hauteur sociale de la pièce sacrifiée correspond au degré de pourriture atteint par ladite société, qui vidange pour partie pour subsister à l'identique.

N.S. est dans une relation métonymique avec la gangrène gazeuse affaiblissant le corps social, et l'on sacrifie une (petite) partie pour sauver le tout. Traditionnellement dans la Monarchie médiévale, ce rôle était dévolu à l'Intendant des Finances qui finissait à Montfaucon, les yeux cavés par les corbeaux, le Roi restant au-dessus de tout soupçon de faux-monnayage.

Les leninistes y verront sans aucun doute avec joie un prélude à la Justice du Peuple, avec des réminiscences un tantinet sinistres (c'est selon...) de Fouquier-Tinville ou de Dzerjinski, Justice qui doit se mettre en place immédiatement après le coup d'État bolchevik (au fait, nous lui refusons toujours obstinément le nom de Révolution...). Pour les maoïstes de tout poil, la cellule de NS sera remplacée par une place appropriée dans un camp de rééducation par le travail, euphémisme comme chacun sait pour qui s'intéresse au sort des Ouïghours par exemple...

Alors "que faire?", selon la vieille question de Tchernychevski, de ce fait divers, et du sort d'un homme, si haïssable et rabougrî fût-il, après la Révolution Libertaire? Kropotkine, dans l'extrait suivant de "la Conquête du Pain", donne une piste :

*"Car le jour où les vieilles institutions crouleront sous la hache des prolétaires, on entendra des voix qui crieront : « Le pain, le gîte, et l'aisance pour tous ! » Et ces voix seront écoutées, le peuple se dira : « Commençons par satisfaire la soif de vie, de gaieté, de liberté que nous n'avons jamais étanchée. Et, quand tous auront goûté de ce bonheur, nous nous mettrons à l'œuvre : démolition des derniers vestiges du régime bourgeois, de sa morale, puisée dans les livres de comptabilité, de sa philosophie du « doit et avoir », de ses institutions du tien et du mien. « En démolissant, nous édifierons », comme disait Proudhon ; nous édifierons au nom du Communisme et de l'Anarchie. »*

Nicolas S., dans ce grand tumulte, comptera peut-être dans les victimes de la Violence initiale révolutionnaire (sinon nécessaire, du moins inéluctable, les naïfs pâliront), ou dans les exilés, ou peut-être autre part, qui sait? Mais son sort n'apparaît que comme un artefact du fonctionnement stato-capitaliste, et appelle du proléttaire conscient une seule attitude à notre sens : l'impossibilité et la décence du militant dessillé qui ne se prend pas à la glu de cet épisode du grand feuilleton oppressif. "L'espoir luit comme un brin de paille dans l'étable", et non comme le reflet brillant sur la paille humide d'un cachot.

**NDLR / Ce n'est sans surprise que nous avons appris la mise en liberté conditionnelle de Nicolas Sarkozy après seulement 15 jours de cellule dorée, ceci illustrant la farce que nous joue la justice bourgeoise. Combien de détenus en France attendent leur procès en détention préventive ? Au 1er décembre 2024, sur 80 792 écroués détenus, les prévenus (personnes se trouvant dans l'attente d'un jugement (ou n'ayant pas encore été définitivement condamnée) sont 21 291.**

## En marche vers le national-populisme

"La classe ouvrière, qui était censée prendre le pouvoir, arriver à faire en sorte que ce soit la révolution, cette classe ouvrière n'a jamais réellement existé.", selon l'inculte bourgeoise « intersectionnelle » Clémence Guetté, dealeuse chez LFI. Aujourd'hui également un propagandiste de LFI a publié une publicité pour un livre antimarxiste anti-ouvrier sans la moindre gêne.

Or la classe ouvrière, ou le prolétariat, n'en déplaît aux députés de gauche à 6000 euros par mois, c'est tous ceux qui vendent leur force de travail pour subsister ; la bourgeoisie, c'est la classe qui profite en exploitant, en captant directement ou indirectement la plus-value, en accumulant individuellement les richesses produites par la société. Les chômeurs (travailleurs sans emploi), les retraités, et une grande partie des étudiants sont, de fait, des prolétaires en conséquence. Et plus globalement, le prolétariat, c'est tous ceux qui ont intérêt à la socialisation des moyens de production et à la fin de la propriété privée.

LFI donc nie même notre existence en tant que classe, donc :

1- Nier notre existence en tant que classe n'est-il pas le plus valeureux



service rendu à la bourgeoisie ?

2- Que foutent leurs propagandistes dans des espaces de débat sur les réseaux sociaux (forum Facebook et autres) dédiés aux militants de la classe ouvrière, qui n'existe pas selon eux ?

Visuellement cette évolution de Mélenchon (et donc de la LFI) POUR l'abandon de la lutte des classes au profit de concepts populistes, se

matérialise dans les affiches de campagne présidentielles : en 2012, le fond de l'affiche était rouge et la cravate de la même couleur. En 2017, il tombe la cravate, chemise blanche ouverte, et la mer en fond d'image (« homme libre, toujours tu chériras la mer »). C'était presque un Mélenchon libertaire que nous vantait l'affiche ... Il faut croire que ce n'était pas un bon marketing électoral car en 2022, changement radical de posture et d'image : Mélenchon en veste bleue (roi) chemise blanche et cravate rouge, avec dans le fond de l'affiche, subliminal un drapeau bleu blanc rouge. Dans cette affiche de 2022, il devient lui-même un drapeau français, la fusion est complète.

Depuis il développe cette communication visuelle nationaliste : la mise en scène de l'arrivée des député-es LFI le jour du vote de la destitution de Bayrou, avec un Mélenchon christique marchant à la tête de ses troupes sur le Parlement dans son costume bleu blanc rouge. Et dans ses prises de paroles en vidéo toujours le fond bleu blanc rouge.

Avec Mélenchon, le national populisme est en marche ...



## Etre contre la guerre, c'est donc être anarchiste, c'est être contre l'Etat.

*Texte rédigé par la Cnt Ait Toulouse pour les journées antimilitaristes de La Roche sur Yon des 10 et 11 novembre.*

Comment faire en sorte qu'il n'y ait plus de guerre ? Comment en finir avec la guerre ?

Depuis des siècles, bien des penseurs se sont posé cette question. Ainsi en 1795 Emmanuel Kant, philosophe allemand des lumières a publié un ouvrage « Vers la paix universelle » dans lequel il proposait la création d'une institution, mi tribunal, mi parlement qui aurait pour fonction de régler les différends entre les états.

La guerre de 1914-18 terminée, en 1919, une soixantaine d'états décidaient de créer la Société des Nations, pour trouver des solutions aux conflits opposant les états entre eux et par la négociation, la recherche de compromis éviter l'éclatement de conflits guerriers.

Malgré la création de l'ONU, en 1945, on ne peut aujourd'hui, en 2025, que constater l'échec absolu de ces institutions. En un peu plus d'un siècle, plusieurs centaines de conflits guerriers ont ravagé la planète, provoqué des dizaines de millions de morts et de blessés, ravagés des pays entiers en amenant famines et épidémies.

En 2025, on compte plus d'une cinquantaine de conflits plus ou moins actifs, pour ne citer que les plus connus, Ukraine/Russie, Palestine, Soudan et etc. Tout cela pour le plus grand profit des fabricants et vendeurs d'armes. Pourtant on ne doit pas s'étonner de cette situation : En son temps, l'anarchiste russe Mickael Bakounine avait déclaré dans son ouvrage « *Les ours de Berne et l'ours de Saint Pétersbourg* » :

« Tant qu'il y aura des états, il n'y aura point de paix. Il n'y aura que des trêves plus ou moins longues, des armistices conclus de guerre lasse, par ces belligérants éternels, les états, et aussitôt qu'un état se

*sentira assez fort pour le rompre, il ne manquera jamais de le faire. Toute l'histoire est là pour le prouver* » et on peut d'ailleurs ajouter que l'histoire depuis la déclaration de Bakounine n'a fait que confirmer ses dires.

Anarchistes, nous sommes contre tous les états, pour nous en effet, l'humanité n'est pas constitué par une juxtaposition d'états, chacun régnant sur un territoire avec un peuple qu'il régente, mais par une multitude d'individus, d'êtres humains aujourd'hui environ 8,5 milliards, tous quels que soient leur genre, leur couleur de peau, leur langue leur culture, rigoureusement égaux et tous, simplement parce qu'ils appartiennent à la communauté humaine, libres d'avoir la sexualité de leur choix, de décider de leurs vêtements, de leur langue, de leurs croyances, et de vivre avec qui ils veulent etc... Chaque être humain est unique et a sa place dans la communauté humaine, infiniment diverse et riche de toutes ces différences.

Comme l'a très bien noté Bakounine, la division de la communauté humaine en communautés fermées sur elles-mêmes, fondées par la race, la religion la nation, ou n'importe quoi d'autre, aboutit nécessairement à la guerre des Etats entre eux.

Si être anarchiste, c'est donc nécessairement être contre la guerre, être contre la guerre, c'est donc être anarchiste, c'est être contre l'Etat.

# De la contrainte à la militance révolutionnaire anarchiste.

**A**regarder l'actualité, on ne peut que ressentir un profond sentiment d'impuissance. Comment changer les choses? Quels moyens ? Internet, c'est, malgré les codes les mots de passe..., un formidable instrument de contrôle. Jamais nous n'avons été autant exposés à la surveillance capitaliste qu'elle soit politique ou marchande.

Pire en utilisant les fantastiques instruments de communication mis à notre disposition nous contribuons à l'exploitation des personnes employées comme esclaves dans les mines qui fournissent les matériaux pour fabriquer ces outils. Pourtant, il est très difficile voire impossible de s'en passer.

Certains voudraient pour militer, pour se retrouver, plus de moyens, de locaux, parfois même des subventions, mais fournis par qui ? L'indépendance des moyens pour des révolutionnaires est cruciale. Si c'est l'Etat qui fournit les moyens alors il nous tient en laisse, comme dans la fable du loup et du chien de Lafontaine.

Militer c'est donner de son temps, son temps que l'on soustrait aux loisirs mais aussi parfois à nos enfants ou à nos proches, c'est se déplacer et tout le monde n'a pas les mêmes possibilités, assister à des réunions et débats, malgré la fatigue. De quoi se demander si les générations de contestataires, qui ont lutté avec tant d'acharnement, étaient des surhommes. Peut-être plus simplement perdaient ils moins de temps à soigner leur image sur les réseaux dit sociaux, et s'occupaient plutôt de bâtir des réseaux humains de proche en proche ... Et voilà que ces conquêtes nous sont reprises sauvagement.

Bon, Kropotkine écrivant au XIX ème siècle à propos de la révolution française prétend qu'une période avec beaucoup de mécontentement et de mouvements de contestation est une période prérévolutionnaire

pourvu que le déclic se fasse (c'est ça le hic). Il dit que dans les 100 années qui ont précédées la révolution de 1789, il y eut au minimum 300 émeutes à travers le pays où foisonnait pamphlets, affiches, chansons, libelles et ce foisonnement a participé au développement d'une conscience de classe ; les exploités ont ainsi pris conscience de leur force L'exaspération poussant aux émeutes, à la révolte, puis à la révolution (si affinité), la désagrégation a gagné le gouvernement, les classes dirigeantes et les privilégiés.

Certains d'entre eux iront jusqu'à se déclarer prêts à renoncer à leur priviléges afin d'apaiser l'esprit de révolte. La cohésion entre le gouvernement et les privilégiés s'est rompue. Le peuple n'accepte plus les concessions Les affirmations des partis n'ayant pas été suivies par des actes, elles n'ont pas ruisselé dans le peuple. Nous savons tous POURQUOI les révoltes éclatent mais ce n'est que par instinct et par tâtonnements que nous parvenons à deviner COMMENT les révoltes ont germé (c'est pourtant essentiel). Si nous le savions, nous pourrions voir comment on désorganise un gouvernement, comment s'éparpillent ses forces, comment on relève le moral d'une population, affaissée et déprimée par la misère et l'oppression. Pour comprendre comment lutter, il est très important de connaître les périodes qui précèdent les révoltes du passé.

Toujours selon P Kropotkine l'action ne doit pas se borner à attaquer le gouvernement mais aussi les institutions économiques et les intérêts des privilégiés. Depuis 1788 la vague de révolte montait toujours en 1789, en s'attaquant à la propriété, elle désorganisait l'Etat, rendait tout gouvernement impossible.

Évidemment la prochaine révolution ne devra pas être récupérée par les bourgeois, c'est pourquoi l'idée d'une organisation anarchiste doit faire encore son chemin.

## L'antimilitarisme est vital de nos jours !

Nous sommes bombardés de propagandes d'État, qui s'intensifient pour le recrutement dans tous les corps de l'armée, à travers tous les aspects de la société. Que ce soit en faisant vos courses, en parcourant TikTok, en recevant des mails issus de Pôle emploi (« France travail ») ou en naviguant sur votre téléphone, vous êtes constamment exposé à des publicités de recrutement. Même les étudiants et les lycéens ne sont pas épargnés, avec des affiches de l'armée placées près de leurs écoles, et des journées citoyennes à consonances guerrières. L'armée s'infiltra dans tous les espaces de notre vie, tentant de nous recruter pour devenir des tueurs, des meurtriers contre notre propre classe, le prolétariat.

L'armée, institution étatiste, sert de chien de garde du pouvoir et génère de la plus-value à travers les guerres et les interventions colonialistes. Derrière chaque opération militaire se cache l'exploitation de ressources, la conquête de territoires, la destruction de peuples entiers pour maintenir la domination économique des capitalistes. Ces interventions se traduisent par des massacres, des crimes de guerre, et

la mise en esclavage moderne de populations entières sous couvert de « maintien de la paix ».

Elle lobotomise chaque individu qui la rejoint, transformant sa vision en soumission étatiste, au point de le pousser à tuer ses semblables, le prolétariat.

C'est pourquoi l'antimilitarisme n'est pas une simple opinion, mais une nécessité vitale pour toute société libre et égalitaire. Refuser l'armée, c'est refuser de devenir complice du massacre organisé par l'État. C'est refuser de céder notre humanité à une machine qui ne connaît que la hiérarchie, l'obéissance et la mort.

Le militarisme façonne les esprits dès l'enfance : Fétichisme du drapeau, de l'hymne national, et de ses cérémonies, jeux vidéo guerriers, films glorifiant la guerre tout participe à rendre la violence de l'État « normale », voire héroïque. On nous apprend à admirer ceux qui obéissent, jamais ceux qui désobéissent. Mais la véritable bravoure, aujourd'hui, c'est le refus. Refuser de servir, refuser de tirer, refuser de

participer à l'engrenage de la domination.

L'armée, par essence, est l'instrument le plus abouti de l'autorité. Elle écrase toute forme d'individualité, transforme les êtres en exécutants interchangeables et impose la soumission comme vertu. Elle maintient la discipline par la peur, la hiérarchie par la contrainte, et le conformisme par l'endoctrinement. Elle ne protège pas la liberté : elle l'abolit en chacun de ses membres.

L'antimilitarisme, c'est donc la lutte pour la paix et la dignité humaine.

## Perpignan, 11 novembre antimilitariste

Le mardi 11 novembre, la France Insoumise, la Cnt-Vignoles, la LP 66, le POI, et quelques individus proches se sont réunis vers 14h, devant le Monument aux morts de Perpignan. Ceci, bien-sûr afin d'exprimer leur hostilité à toutes les guerres et la politique locale et mondiale du réarmement généralisé, etc.

Cette petite manifestation d'une trentaine de personnes, dont deux membres de la Cnt-Ait de Perpignan, avait été prévue au préalable, le matin pour tenter une humble contre-manif à la Commémoration officielle, fort bien suivie par les dignitaires de la ville et autres hauts-gradés « encostumés » et nostalgiques pour la circonstance.

Bien entendu, notre opposition a été interdite. Aussi, nous sommes allés l'après-midi braver l'interdit, en chantant notamment des chants

C'est refuser de se soumettre à un commandement, d'apprendre à tuer ou à obéir. C'est affirmer que la véritable défense de la vie passe par la solidarité, la désobéissance et l'entraide entre compagnons et compagnes libres et par la destruction du capitalisme et de l'état !

Viva la révolution sociale !

Un jeune qui n'a pas envie d'aller mourir pour les marchands de canons.

## antimilitaristes, et, en réaffirmant nos positions pacifistes dénonçant ainsi leur sale politique. Sur ce, la police nationale, toute zélée, est venue nous tirer les portraits, en nous menaçant de verbalisation.

À l'heure actuelle nous ne connaissons pas encore la suite d'une éventuelle répression à nos égards, affaire à suivre...

À la vue d'un des drapeaux de soutien à la Palestine, des fachos des alentours sont venus (à trois ou quatre) nous provoquer, en affirmant qu'un tel drapeau n'avait absolument rien à faire ici. Certains copains ont largement et violemment su leurs répondre. Mais voyant qu'ils cherchaient l'affrontement physique, nous les avons laissés pour ce qu'ils sont, sans alimenter leur haine aveugle et destructrice.

## Qu'est-ce que la révolution ?

**T**oute révolution qui ne construit pas ses propres structures horizontales est vouée à l'échec, même si elle obtient une victoire militaire ou politique. Une révolution qui ne se remodelle pas en dehors du cadre de l'État et de la logique du pouvoir, est bientôt absorbée dans le système qu'elle aurait prétendu renversé.

De là, la grande tragédie de l'histoire moderne a été l'illusion d'« utiliser l'État » comme outil d'émancipation. Les marxistes lénonistes n'ont pas compris que l'État n'est pas seulement un mécanisme neutre à utiliser en faveur de la classe ouvrière, mais l'esprit régulé pour la domination, la forme sociale qui reproduit l'ordre et la division. Celui qui met la main sur l'état ne libère pas la société, mais se transforme en partie de sa structure autoritaire.

Le "privilege" qui contrôle le nom du peuple se transforme bientôt en bureaucratie remplaçant l'exploitation du capital par l'exploitation de l'administration. C'est une reproduction des classes sous une autre forme, sous forme de parti unique, de comité central, ou de l'état "socialiste" qui impose la discipline au nom du bien public. Toutes ces formes, peu importe comment leurs slogans ont changé, reproduisent la séparation entre le gouverneur et le dirigeant, entre le décideur et l'exécuteur, entre qui détient le pouvoir et qui le gère.

La vraie révolution ne peut pas passer par les appareils de l'État, car l'État la transforme chaque rêve en administration, et chaque énergie libertaire en un dossier administratif. Par conséquent, la question fondamentale de la révolution ne reste pas "qui dirige ? "Mais" comment empêcher l'existence du jugement de la fondation ? "

Par conséquent, la condition fondamentale de toute révolution libertaire est de créer sa propre structure horizontale : conseils locaux, communes, sociétés auto-organisatrices, réseaux de solidarité et unions décentralisées. Ce ne sont pas des détails organisationnels mais l'essence même du projet révolutionnaire. La révolution est soit une structure anti-puissance, soit elle ne l'est pas.

La défaite n'est pas quand la révolution tombe militairement, mais quand ce qu'elle a combattu est reproduit. Chaque révolution qui maintient un centre qui décide des autres, plante en son cœur la graine de la réponse. Mais la révolution qui distribue les décisions, brise le monopole de la connaissance et du pouvoir, et se construit à partir du bas vers le haut, n'est capable que de rester en vie, et de bouger sans être encadrée ou absorbée.

La révolution n'est pas un transfert de pouvoir, mais un transfert de structure. Sans cette transition, nous ne sommes pas confrontés à une

révolution mais à un repositionnement de l'autorité elle-même, avec de nouveaux visages et slogans.

Il est vrai que le marxisme considère l'État comme un répresseur de classe, et il exprime à tous les stades l'équilibre du conflit entre les classes. Mais la contradiction ne réside pas dans ce diagnostic commun, mais dans la conclusion pratique que le marxisme en découlle.

Alors que l'anarchiste voit que l'État, tel qu'il est, ne peut pas être un instrument de libération parce qu'il a toujours été construit sur le contrôle et la séparation de la société, les marxistes pensent qu'il peut être inversé par la « phase transitoire » ou la « dictature du prolétariat ». Mais cette idée suppose que les outils de contrôle puissent être utilisés contre le contrôle lui-même, et que le dispositif de domination peut devenir un outil de libération.

C'est une erreur fondamentale, car la forme détermine le garant :

Quiconque monte dans la machine de l'État ne peut que reproduire sa logique - fonctionnement pyramidal, centralisation, obéissance et sanctification de la « nécessité historique. »

Quand on dit que nous « utilisons temporairement l'État » avant de le dissoudre, nous réarmons l'ancienne structure avec de nouvelles mains.

Chaque pouvoir temporaire se justifie par les nécessités de la sécurité et de la révolution, puis se transforme en une nouvelle classe prétendant représenter le peuple.

Ce qui commence avec la promesse de libération se termine toujours avec l'instauration d'un nouveau commandement.

De la Commune à octobre 1917, du Rojava au Soudan, l'histoire a prouvé que toute véritable révolution ne protestait pas contre un appareil séparé de la société pour se réguler. L'organisation révolutionnaire vient de la base, pas d'en haut.

Les comités, conseils, communes et unions horizontales ne sont pas des « outils de transition », mais l'essence de la société libre qui se crée de l'intérieur.

On ne peut résister à l'aliénation sous les formes même d'aliénation.

Quand le marxisme justifie la construction d'un pouvoir central au nom

de « l'organisation révolutionnaire », il ignore que le pouvoir lui-même est la forme ultime d'aliénation :

L'exagération de l'homme sur sa décision, sur son groupe et sur sa capacité à agir directement.

Alors comment résister à l'aliénation avec ses outils ?

Et comment combattre la domination à travers une institution basée sur l'obéissance, la discipline et la discipline ?

La révolution ne peut pas être dirigée comme l'État est dirigé parce que c'est le contraire.

Ce n'est pas une nouvelle autorité, mais une explosion de consciences et de pratiques, qui amène les gens à organiser leur vie hors de contrôle. Vers une organisation qui vient de la communauté, pas du haut.

Toutes les révoltes qui ont essayé le "contrôle de l'État" ont fini par être contrôlées par l'État.

Et toutes les révoltes qui ont construit leurs auto-institutions en dehors du système d'État - de la Commune aux Zapatistes - ont prouvé que l'autorégulation n'est pas un rêve mais une pratique réelle.

La liberté ne se donne pas d'en haut, mais se pratique d'en bas.

La libération n'est pas programmée par des décisions centrales, elle se construit dans la vie quotidienne, en solidarité avec les gens et leur capacité à s'organiser sans commandement

Depuis la Tunisie , N.



## Communiqué solidaire en soutien à la CNT-AIT Espagnole

Ayant fortement apprécié ce geste, nous vous faisons suivre un message de solidarité adressé par la FA de Lyon à la CNT AIT Espagnole contre les attaques de la CIT espagnole.

« Cher·ère·s Compagnon·e·s de la CNT-AIT espagnole,

Veuillez trouver ci-joint une déclaration rédigée par nous, quelques membres de la Fédération Anarchiste francophone [FA], au sujet des scandaleuses attaques subies par la CNT-AIT espagnole de la part de la CIT.

Ce document est rédigé en trois langues : anglais, castillan et français.

Cette déclaration a été signée par les trois groupements suivants de la Fédération Anarchiste :

- La liaison Commune de Lyon (FA69, [communedelyon@federation-anarchiste.org](mailto:communedelyon@federation-anarchiste.org))

- La liaison Calvados (FA14, [calvados@federation-anarchiste.org](mailto:calvados@federation-anarchiste.org))

- Le groupe Henri Laborit (FA85, [henri-laborit@federation-anarchiste.org](mailto:henri-laborit@federation-anarchiste.org)).

Nous restons solidaires des Compagnon·e·s anarchistes de la CNT-AIT espagnole !

Contre vents et marées, vive l'Anarcho-syndicalisme !

Des Compagnon·e·s anarchistes de la région France »

## Contre vents et marées : soutien aux Compagnes et Compagnons de la CNT-AIT Espagnole contre les attaques de la CNT-CIT !

Lyon, le 21/08/2025

Militantes et militants de la Fédération Anarchiste (FA) francophone, nous dénonçons sans équivoque les scandaleuses attaques, en Espagne, de la CNT-CIT à l'encontre de la CNT-AIT.

La CNT (Confédération Nationale du Travail) dite « AIT », organisation anarcho-syndicaliste espagnole affiliée à l'AIT (Association Internationale du Travail), est actuellement trainée devant la justice bourgeoise par une autre organisation syndicale parente : la CNT dite « CIT » (CNT-e), affiliée à la CIT (Confédération Internationale du Travail) qu'elle a cofondée après avoir été exclue de l'AIT en 2016 et scissionnée, en conséquence, de la CNT-AIT.

Il s'avère en effet que la CNT-CIT s'est lancée en guerre, non pas contre l'État et le Capital, mais bien contre... son homologue : une organisation syndicale belle et bien anarchiste avec laquelle, il y a encore moins de dix ans, elle ne formait qu'une seule et même structure ! Si la situation n'était pas assez farfelue comme cela, les moyens mis en œuvre sont, eux, tout bonnement délirants.

En essence, la CNT-CIT accuse la CNT-AIT d'usurper une identité qui leur appartiendrait et de chercher à tromper les syndicalistes. Elle entend alors obliger la CNT-AIT à cesser d'utiliser la dénomination « Confédération Nationale du Travail », le sigle « CNT », ses signes distinctifs (drapeaux et logos) et son emblème historique (Hercule combattant le lion de Némée). Mais là, point de « résolution à l'amiable ».

Pour ce faire, la CNT-CIT invoque la « propriété privée » après avoir enregistré le tout comme « marques nationales déposées » auprès de l'Office des brevets et des marques. Pour faire entendre ce « droit », elle en appelle à un tribunal bourgeois (l'Audience nationale) pour intenter à la CNT-AIT un procès qui lui permettrait de réclamer individuellement jusqu'à 50 000 € d'intérêts, à plus d'une trentaine de syndicats incriminés pour de prétendus « préjudices moraux ».

Il va sans dire qu'aucun des différents syndicats de la CNT-AIT n'est en mesure de régler une somme aussi colossale. Cette affaire, qui risque bien de décimer l'organisation, pourrait même voir des collègues syndicalistes être condamnées à des amendes extrêmement lourdes, voire même à des peines d'emprisonnement. Voilà qu'en ce moment même, les compagnes et compagnons madrilènes se retrouvent maintenant menacés d'expulsion du local historique de la place de Tirso de Molina, dans le centre de Madrid ! Et ce n'est que le début de l'offensive...

Il est évident que ces manœuvres juridiques ne cherchent pas seulement à priver la CNT-AIT de son patrimoine et de son héritage. Elles entendent surtout l'enterrer sous des indemnisations faramineuses et, en définitive, la faire totalement disparaître, réquisitionner ses locaux et s'imposer — de façon aussi hégémonique que fallacieuse — comme seule organisation « anarcho-syndicaliste » du pays.

Nous n'aurions même pas à nous positionner sur les motifs de divergences idéologiques qui séparent les deux organisations syndicales, tant la situation est aberrante ! L'objet de notre soutien s'impose de lui-même : quels que soient les arguments de la CNT-CIT, rien ne justifierait d'avoir recours à la justice bourgeoise pour racketter la CNT-AIT en invoquant son droit à une absurde « propriété privée ». Comble de l'ironie, pour une organisation qui se revendique pourtant anarchiste ! Il s'agit là de violences politiques et économiques que nous ne pouvons cautionner, tant sur le fond que sur la forme.

Il nous faut tout de même faire la part des choses en distinguant, d'une part, la responsabilité de la direction de la CNT-e comme de la CIT, et d'autre part, celle des militants qui y sont fédérés. Néanmoins, qui d'autre que les militants de la base, dans leurs sections d'entreprise, dans leurs unions locales, dans leurs syndicats et fédérations respectives, pourraient bien empêcher leurs directions de se livrer à telle folie ?

Certains pourraient préférer ne pas se positionner dans ce qui pourrait leur paraître une « simple guerre de paroisses », voire ne pas se sentir concernés par ce « problème espagnol » — en dépit de l'internationalisme qui est nôtre depuis les prémisses mêmes de notre mouvement.

Pourtant, cette situation nous paraît d'une gravité certaine. Ces attaques de la CNT-CIT, en totale contradiction avec les principes anarchistes dont elle prétend être animée, ne sont pas seulement un affront à l'histoire et à l'héritage de la CNT espagnole. Plus vil encore, ces manœuvres à peine dignes des pires syndicats collaborationnistes, mues par la soif de pouvoir et la cupidité de la direction, finissent par jouer le jeu de l'État et du Capital : main dans la main pour mettre à genoux tant la CNT-AIT que des militants syndicaux sincèrement et résolument impliqués dans les luttes économiques et sociales.

C'est pourquoi nous espérons que ces agressions contre les Compagnon·e·s de la CNT-AIT espagnole cessent et critiquons celles et ceux qui continuent à cautionner ou justifier les actions absolument indéfendables de la CNT-CIT espagnole.

Ne fermons pas les yeux sur cette situation sinistre et faisons preuve de l'entraide et solidarité qui sont de mise, à fortiori à l'égard d'une



## AGENDA

Nos permanences hebdomadaires,  
Tout les samedi de 17H à 19H.

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):  
Continue ses actions en faveur des réfugiés et notamment des mineurs isolés. Nous avons besoin de votre soutien ! Nous sommes aussi demandeur de soutien sous forme de temps à partager pour nos activités, de fournitures scolaires ou produits de première nécessités.  
[solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com](http://solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com)  
SIA-toulouse@riseup.net  
[facebook.com/Solidarité-Internationale-Antifasciste](https://facebook.com/Solidarit%e9-Internationale-Antifasciste)

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des personnes qui se retrouvent dans les principes, tactiques et finalités de l'Anarchosyndicalisme, et souhaitent commencer à oeuvrer localement pour diffuser nos idées et nos pratiques.

Si vous aussi vous souhaitez créer localement une initiative CNT-AIT, ou rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à prendre contact avec nous par mail ([contact@cntaittoulouse.lautre.net](mailto:contact@cntaittoulouse.lautre.net)) ou par courrier (CNT-AIT, 7 rue St Rémy 31000 TOULOUSE)

Pour en savoir plus :  
Déclarations de principes et statuts de la CNT-AIT  
<http://www.cntaittoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141>

L'Anarchosyndicalisme en question et Fédéreseau : <https://cnt-ait.info/la-cnt-ait-cest-quoi>

## ●Courrier des lecteurs ● ● ● 15

organisation résolument anarchiste et légitimement héritière de la CNT de la Révolution espagnole !

Ainsi, nous appelons toutes les organisations, groupements et individus, anarchistes comme syndicalistes, à exprimer un soutien ferme et résolu aux compagnes et compagnons de la CNT-AIT espagnole, pour que cessent définitivement les odieuses attaques de la CNT-CIT ! Nous invitons, à plus forte raison, nos compagnes et compagnons militante·s de la CNT-francophone à nous rejoindre et dénoncer ces agissements, ouvertement anti-anarchiques, de la principale organisation de la CIT, structure à laquelle « ielles » viennent tout juste de se fédérer.

Soutien aux Compagnon·e·s anarchistes de la CNT-AIT espagnole !

Longue vie à l'anarcho-syndicalisme !

Signé:

FA85 – Vendée – Groupe Henri Laborit – [www.fa85.org](http://www.fa85.org)

FA14 – Calvados – Liaison Calvados

FA69 – Rhône – Liaison Commune de Lyon

## Oraison

### Par Emi Mahmoud Poétesse soudanaise (Traduction libre)

Femme noire écrit son oraison dans la chair,  
Ils ont pris ma peau; Ils ont défilé avec autour de la place de la ville  
Y ont épinglé leur désir et leur haine; L'ont étendue sur leur corde à linge  
En ont recouvert les yeux de leurs enfants afin qu'ils ne voient pas  
Couverture, Linceul, Corps.

Ma mère m'a donné naissance dans un cercueil.  
Je n'en suis jamais sortie. J'ai fait un rêve la nuit dernière :  
Ils m'ont suspendue, tel un psaume, mais cette fois,  
Le noeud coulant a dit, non. Le peuplier a bondi de son sol  
Et m'a portée à ma mère, Fruit pourri à une propriétaire inconnue.  
Elle ne pouvait pas me voir, Ils lui avaient pris les yeux,  
La bouche, les pieds.

Cours, Cours, Cours, Cours, Cours, Cours,  
Je suis coincée ici depuis si longtemps Et personne n'est venu.  
300 de mes sœurs ont disparu Et personne n'est venu.  
Femme noire meurt et personne ne le sait.

L'enterrement de Femme noire est une maison vide.  
Le spectacle de mon corps est une menace vide.  
Femme noire ne fait pas les gros titres,  
On ne forme pas d'équipe de secours pour elle.  
Ils ont tiré mon corps de la rivière Mais c'était la mauvaise femme.

Voir Emi Mahmoud le slamer sur son site

<https://www.instagram.com/p/CV0fTMVgNTD/>

# 16 ● ● ● ● Vie politique et syndicale

Le nouveau calendrier SIA 2026 est disponible. Il commémore le quatre-vingt-dixième anniversaire de la révolution sociale espagnole. En ces temps incertains, il est bon de se remémorer la mise en place d'un communisme libertaire aussi éphémère fut-il, mais si important dans ses espoirs suscités et ses réalisations concrètes apportées. Malgré la tragédie de la répression franquiste, les trahisons internationales, la haine stalinienne contre le communisme libertaire, nous sommes fiers de remettre en lumière ces années 36, 37 et 38 en hommage à ces acteurs qui payèrent cher le coût de leur idéal.

Ce calendrier est en vente au prix de 10€ et plus si soutien. Il sert les projets de SIA dans ses divers soutiens et appuis, notamment aux migrants et mineurs isolés et aussi la participation active de SIA à la construction d'une école mixte non religieuse en brousse, d'un pôle santé et d'un puits, projet autogéré par les villageois de Timbi Tounni en Guinée.

Adresse de commande des calendriers :

sia-toulouse@riseup.net OU montauban@cnt-ait.info OU contact@cntaittoulouse.lautre.net ou contact@cnt-ait.info  
Cnt-AIT : 7 Rue Saint Rémésy 31000 Toulouse

Solidarité Internationale Antifasciste

La Révolution sociale en Espagne 1936



## Merci à la « Cantine Pop »

Montauban. Où en sommes-nous, qu'en est-il de la liberté d'expression, des espaces de liberté pour qui veut débattre, des lieux d'échange et de débat hors contrôle de la gestion municipale à Montauban.

Depuis bientôt 24 ans, depuis les trois mandats de B. Barèges élue de 2001 à 2021 date à laquelle elle doit se retirer, interruption due à une illégitimité provisoire, l'accès aux salles municipales devient quasi impossible pour toute association ou syndicat d'opposition pour des soirées de rencontre, de débats ou d'échange. La Maison du peuple vendue au privé, après le retrait forcé des syndicats, les panneaux d'affichage libre quasiment en voie d'extinction, tous les espaces publics d'expression sont réduits à peau de chagrin.

Maison de quartier sous contrôle, associations, hors des champs d'intérêt de la Majorité municipale, asphyxiées par la baisse drastique de subvention, voilà le triste paysage que nous lègue cette figure de cette droite populaire voisine de l'extrême droite.

Finie depuis longtemps la convivialité et la tolérance montalbanaise !

Depuis bientôt sept ans, la Cnt-Ait de Montauban, orpheline de tout local, malgré son statut syndical, recherchait un espace pour faire se rencontrer les habitants, pour leur proposer débats, projections sur des thématiques sociales et historiques.

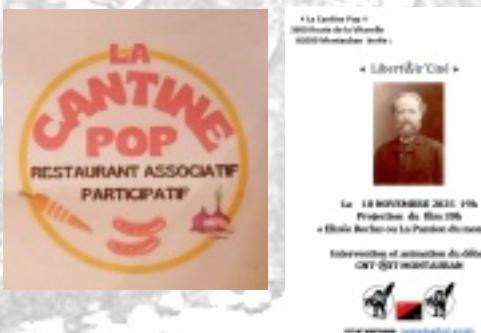
Radio Asso nous a reçus plusieurs fois, le foyer Le Fort aussi mais ce toujours de manière ponctuelle. Impossible d'installer parmi les sympathisants un espace-temps durable.

Or depuis la rentrée, s'est créé, à partir d'une plate-forme participative,

un café-restaurant associatif ouvert à qui veut cotiser, La Cantine Pop. Julien, gérant de la Cantine Pop, nous a ouvert son espace et nous accueille suivant les disponibilités du lieu pour projeter documentaire ou fiction puis débattre autour d'un thème. Capacité d'une trentaine de places.

Les rendez-vous commencent en soirée par un apéro dinatoire organisé par la Cantine pop au prix de 10€, moment très convivial, puis par la projection préparée par Libert' ir Ciné en entrée libre.

A ce jour nous intervenons une fois par mois :



- Octobre 25 thématique histoire 1935 Espagne « le professeur qui promit la mer »
- Novembre 25 : Eliée Reclus « la passion du monde ».
- Décembre 25 : Société autoritaire Fascisme et Totalitarisme « 1984 » tiré du roman d'Orwell.

Il va de soi que nous pensons nous installer dans la durée et que nous pourrons proposer prochainement un calendrier mensuel de Libert' ir Ciné pour 2026.

La Cantine pop et Libert' ir Ciné seront heureux de vous accueillir.

3600 Route de la Vitarelle, 82000 Montauban  
montauban@cnt-ait.info



*Vous pouvez également, trouver notre journal dans ces librairies :*

- Librairie Terra Nova , 18 r Gambetta, 31000 Toulouse
- Librairie Flouy , 36 r Colombette, 31000 Toulouse
- EAGR Espace associatif Gilbert Roth, 64, avenue de la Révolution LIMOGES,

- Librairie Publico, 145 Rue Amelot, 75011 Paris

- Librairie Quilombo, 23 Rue Voltaire, 75011 Paris

- local Le Sabot, 21 rue des Allemands, 57 000 Metz

## Occupation par des Ouvriers en grève dans l'est de la Russie.

Les ouvriers en grève dans le Primorie, Russie, ont refusé de quitter la centrale électrique.

**L**e non-paiement des salaires, pendant au moins une quinzaine de jours, a poussé des dizaines d'ouvriers, qui travaillent sous contrat à la centrale hydroélectrique du Primorie (GRES) à Louchegorsk dans l'Extrême-Orient, à recourir à une méthode de lutte peu commune dans la Russie d'aujourd'hui. Ils ont non seulement fait grève, mais aussi refusé de quitter le site de la centrale.

Le 9 octobre, des informations ont fait état d'une équipe de plus de 60 [personnes] principalement des soudeurs, des électriciens et des ajusteurs, laissées sans ressources pour la nuit sur le site de la station. Abandonnés et sans salaires, les travailleurs ont refusé de quitter les lieux.

" Si nous partons, nous ne pourrons pas prouver le travail accompli ", explique un manifestant. " Nous dormons à la belle étoile, mais nous ne bougerons pas tant que nous n'aurons pas été intégralement payés. C'est notre seul moyen de défendre nos droits ".

La situation fut aggravée par l'arrivée de l'automne : les nuits devenaient froides dans le Primorie et les travailleurs n'avaient accès ni au chauffage ni à une nourriture suffisante.

Des travailleurs accusent la JSC SiBER (anciennement Sibirenergoremont), filiale de la Siberian Generating Company(SGK), d'avoir recours à une escroquerie pour l'attribution des marchés, privant ainsi les entreprises de leurs fonds. Le système se compose de deux volets.

Dans un premier temps, la direction de la centrale retient les fonds sous divers prétextes, invoquant des raisons bureaucratiques ou des litiges contractuels. Parallèlement, tout en retardant les paiements, elle négocie secrètement avec les employés des entreprises sous-traitantes, les attirant avec des conditions avantageuses. Lorsqu'environ 10 % des travailleurs acceptent ces conditions, ils sont rapidement payés, tandis que l'entreprise est accusée de ne pas respecter ses obligations et se voit refuser le paiement. Entre-temps, l'entreprise, privée de ses employés, se trouve dans l'incapacité de mener à bien les travaux.

Les grévistes exigeaient le paiement immédiat de leurs dûs et

insistaient pour que leurs salaires ne soient pas affectés par les aléas de l'entreprise. Ils invoquaient un article du Code du travail autorisant les arrêts de travail en cas de retard de paiement comme motif de grève. Certains grévistes sont montés sur le toit et, selon certains témoignages, et ont même menacé de se suicider.

" Nous nous retrouvons sans salaire et sans travail ", a déclaré l'un des ouvriers, ajoutant qu'ils sont contraints de passer la nuit à la centrale électrique pour conserver l'accès à leur lieu de travail et prouver l'étendue de leur travail.

Les autorités du Kraï de Primorie ont reconnu le problème, mais ont précisé que les grévistes n'étaient pas des employés de la centrale, mais plutôt " des employés d'un sous-traitant de la centrale hydroélectrique du district. La direction du sous-traitant met tout en oeuvre pour résoudre la situation. La centrale hydroélectrique du district de Primorie fonctionne normalement et règle son entreprise principale dans les délais impartis ". La direction de la centrale a confirmé ces propos.

Néanmoins, l'importance du secteur énergétique et la manière même de gérer le refus de quitter l'entreprise ont profondément intrigué les autorités. Des représentants du gouvernement et du parquet se sont rendus sur place et ont promis d'enquêter. Des fonds ont été trouvés pour payer les salaires impayés...

Sources : <https://promrazvedka.ru/vahtoviki/skandal-na-luchegorskogres-as-siber...> <https://www.gazeta.ru/social/news/2025/10/10/26924888.shtml?updated> ; <https://www.newsru.ru/society/2025/10/10/234423/> ; <https://lenta.ru/news/2025/10/10/zabastovka/> ; <https://stream-trader.ru/biznes/26669-%F0%9F%93%A2%E2%9A%A1ZADERZHKA-ZAR...> <https://labourmission.org/ru/news/rabochie-na-primorskoy-gres-ustroili-z...>

Source : <https://aitrus.info/node/6336> ou <https://telegra.ph/Bastuyushchie-rabochie-v-Primorie-otkazalis-pokidat-elektrostanciyu-10-18>

## Révolution , sociale , libertaire et solidarité de classe : ni état d'Israël , ni autorité Palestinienne , ni hamas , ni nationalisme .

**S**ouvent, des cagnottes individuelles pour telle ou telle famille donnée de Palestine s'organisent. Ça sonne bien. Mais ce qu'on ne dit pas, c'est que ces cagnottes-là ne sont qu'individuelles, ne ciblent qu'une ou quelques familles données, et que par conséquent, il s'agit d'une démarche individualiste, teintée de paternalisme et de charité qui, au final, n'apporte rien parce qu'elle consiste à panser les plaies au lieu de s'attaquer au symptôme. Cela contribue à diviser les travailleurs et populations, en maintenant intactes les logiques d'oppression et de domination tout en donnant l'illusion d'aider.

La seule perspective viable et fiable, c'est celle de la révolution sociale libertaire. Cela peut passer par une caisse de financement solidaire et participatif, autogérée démocratiquement et collectivement. Tout en respectant celles et ceux qui choisissent cette voie, pour nous, mais ce qui comptera réellement, c'est l'auto-organisation, la solidarité entre exploités et la capacité de la lutte prolétarienne à devenir une révolution sociale profonde.

Une révolution qui mettra fin non seulement à l'État d'Israël, construit sur l'expansion et les massacres, mais aussi aux régimes arabes inféodés, brutaux et corrompus, qui n'existent que pour préserver leur pouvoir capitaliste et étatiste. Qu'il s'agisse de l'Autorité Palestinienne, du Hamas religieux et autoritaire à Gaza ou des États voisins, tous utilisent la religion et l'appareil d'État pour écraser les travailleurs, les maintenir dans l'obéissance et la soumission. Tous, sans exception, ont infligé morts, souffrance et oppression.

Les perspectives ne résident pas dans un « État Palestinien » reconnu (et qui sera nécessairement traître et à la solde des régimes étatistes) mais, dans une perspective libertaire, c'est à dire autogéré par ses masses populaires, sans État ni gouvernement ni pouvoir, et ce par des conseils et communes libres, fédérés, coordonnés et non centralisés. L'objectif étant de s'auto-libérer de l'oppression étatique et stopper la barbarie avec le socialisme libertaire, l'anarchisme.

Cette démarche consiste dans une logique, de véritable solidarité, avec la force collective avec les opprimés et les concernés eux-mêmes, de

moyens partagés, d'auto-organisation et de moyens partagés.

La lutte prolétarienne n'est pas et ne doit pas être isolée. Il y a aussi les travailleurs, non nationalistes « israéliens », qui ne reconnaissent pas le gouvernement d'Israël et se battent contre la machine étatique meurtrière, qui refusent donc l'épuration ethnique, qui constitue un meurtre organisé contre l'humanité.

Il faut se tourner vers eux, comme eux peuvent se mettre du côté des travailleurs et populations en région de « Palestine », la solidarité de classe ne connaissant pas de frontières, encore moins de frontières ethniques. Elle se développera par l'action directe concrète, en favorisant grèves,

désobéissance civile, initiatives locales et alternatives populaires et sociales jusqu'à la révolution sociale libertaire capitaliste. C'est ainsi que naîtra une véritable résistance, et avec la révolution sociale, une société libre où le pouvoir, les hiérarchies, la compétition, le nationalisme et la domination seront abolis.

Nécessité s'impose alors de rejeter les drapeaux et symboles nationaux et identitaires, et tout ce qui félichise le nationalisme, qui divise les populations et sème la concurrence entre elles. Car cette lutte doit être unifiée et viser l'émancipation / l'affranchissement de tous et toutes. Il leur faut donc préparer cette révolution sociale libertaire: Pas d'État ni de gouvernement ni de pouvoir tout court ! Pas de hiérarchie ni de compétition dans le prolétariat mondial ! Juste Liberté, Égalité, Démocratie, Solidarité ... le tout à partir d'une lutte révolutionnaire commune. La force et la clé se trouvent là, avec la collectivisation des moyens de production et des ressources, dans l'élaboration et la prise démocratique et consensuelle des décisions.

C'est une telle révolution qui sera le seul moyen de transformer une lutte de survie et d'existence en un processus d'affirmation de la volonté de liberté et d'affranchissement économique, productif et social définitif, dans lequel la collectivité comme chacun pourront prendre en main son destin et un avenir digne de ce nom.

Vive la révolution sociale !

## GENOCIDE AU SOUDAN / AL FASHER EST TOMBEE AUX MAINS DES SANGUINAIRES MILICES JANJAWID

[Paris, Bastille, 1er Novembre]

ous relayons cette initiative de Sound of Sudan et SUDFA Média qui organisent un rassemblement à Paris, place de la Bastille le 1er novembre pour dénoncer le génocide en cours au Soudan. A la suite de cet appel, vous pourrez lire un appel à la solidarité des compagnons anarchistes du Soudan CNT-AIT Paris Banlieue <https://cnt-ait.info/2025/10/27/al-fasher>

Stop au génocide à El Fasher ! Rassemblons-nous samedi 1er novembre à 15h place de la Bastille, pour dénoncer le massacre commis par les Forces de Soutien Rapide à El-Fasher, et la guerre coloniale au Soudan soutenue par les Emirats Arabes Unis et la France. Depuis le 15 avril 2023, le Soudan est en proie à une guerre dévastatrice qui a ravagé le pays et ensanglé ses terres, prolongeant des décennies de conflits et de massacres dans de nombreuses régions,

notamment au Darfour, au Soudan du Sud et au Kordofan. Cette guerre oppose l'armée du général Abdel Fattah Al-Burhan, qui a pris le pouvoir à la suite du coup d'Etat contre-révolutionnaire du 25 octobre 2021, et la milice des Forces de Soutien Rapides dirigées par Mohamed Hamdan Dagalo (dit Hemedti).

Ce groupe paramilitaire est issu des milices Janjawid, responsables du génocide au Darfour durant les années 2000, et dont plusieurs dirigeants sont aujourd'hui poursuivis par la Cour Pénale Internationale. Crée par le régime [islamiste] d'Omar El-Béchir pour pouvoir commettre des crimes de guerre au Darfour en toute impunité, elle a ensuite été intégrée à l'armée soudanaise, tout en conservant son autonomie. Elle a joué un rôle central dans la répression sanglante de la révolution de décembre 2018, et a perpétré le massacre des manifestants du sit-in sur la place d'Al Qiyada à Khartoum en avril 2019.

Les Forces de Soutien Rapide se sont enrichies grâce au trafic illicite de l'or, soutenu par les Emirats arabes unis qui ont fourni une plate-forme commerciale et un refuge pour l'or exporté illégalement du Soudan. Ces ressources, ajoutées à leur rôle de mercenaires dans la guerre du Yémen, ont permis à la milice de se renforcer économiquement et militairement, au point que son chef Hemedti a nourri l'ambition de s'emparer du pouvoir. Pendant deux ans, les miliciens des Forces de Soutien Rapide ont pris d'assaut le pays, incendiant des villages, assiégeant des villes, affamant leurs habitant.es, et utilisant le viol comme arme de guerre.

Leur objectif : terroriser et chasser la population, provoquer des déplacements massifs pour prendre la terre et piller les villes. Après avoir pris Khartoum et progressé dans de vastes régions, ils ont récemment été repoussés par l'armée, ne contrôlant plus aujourd'hui que la région du Darfour. La ville d'El Fasher était la dernière grande ville du Darfour qui échappait à leur domination. Ses habitants ont résisté à la fois par les armes et par des initiatives civiles, comme les cantines solidaires et les salles d'urgence [f. <https://cnt-ait.info/2025/04/16/el-fasher-fr>].

Depuis un an et demi, les Forces de Soutien Rapide assiègent la ville, et la faim est utilisée comme arme de guerre contre la population. Depuis des mois, les habitant.es meurent de la faim, de la soif et du choléra, et des appels à l'aide, insoutenables, nous parviennent depuis la ville assiégée. Les habitants ont été complètement abandonnés de la communauté internationale et gouvernement soudanais, gouvernement qui n'a fait parvenir aucune aide humanitaire à la population ni aucune aide militaire pour aider la résistance armée à El Fasher.

Lundi 27 octobre, les miliciens des Forces de Soutien Rapide ont pris d'assaut la ville et ont commis des massacres qui s'apparentent à un nettoyage ethnique, comme ceux qui ont été commis à El Geneina et dans d'autres villes du Darfour. Des civils ont été exécutés sommairement ; plus de 3000 personnes auraient été tuées en trois jours. Nous avons vu des vidéos de civil.es fusillé.es ou pendu.es pour avoir acheminé de la nourriture dans la ville. Des dizaines de milliers d'habitants ont fui vers les camps de déplacés de Tawila. La milice a

pris pour cible les médecins, les travailleuses et travailleurs humanitaires et les journalistes pour empêcher toute documentation sur leurs crimes. Contrairement à ce que laissent entendre certains médias occidentaux, il ne s'agit pas d'une « guerre civile » entre tribus, mais d'un génocide planifié, exécuté par une milice soutenue par des puissances étrangères.

Les Forces de Soutien Rapide sont composées de mercenaires soudanais, tchadiens, libyens, ukrainiens, sud-soudanais, nigériens et éthiopiens, financés et armés principalement par les Emirats arabes unis, mais aussi par d'autres puissances européennes et asiatiques défendant leurs intérêts au Soudan depuis le début de la guerre. Les méthodes utilisées par les Forces de Soutien Rapide – pillage, déplacement forcé de la population, massacres, accaparement des terres – permettent aux Emirats d'imposer leur contrôle sur les ressources du Darfour, une région riche en or, pétrole, minerais, terres agricoles et gomme arabique, cette dernière étant acheminée via le Tchad vers la France, où elle est transformée et utilisée dans de nombreux produits de consommation.

Le Soudan est devenu le terrain d'une guerre néocoloniale par procuration entre de nombreux pays étrangers : entre la Russie et l'Ukraine, entre l'Egypte et l'Ethiopie, sans oublier le rôle d'Israël, qui instrumentalise le Soudan dans sa propagande contre la résistance palestinienne.

Nous, collectifs et associations issus de la diaspora soudanaise, affirmons que cette guerre n'est pas une guerre civile, mais une guerre impérialiste et contre-révolutionnaire visant à étouffer les aspirations du peuple soudanais à la liberté, à la démocratie et à la souveraineté sur ses ressources. Nous dénonçons :

- Le rôle central des Emirats Arabes Unis dans le génocide en cours à El Fasher
- La complicité du gouvernement d'Al Burhan qui a abandonné les habitants du Darfour, poursuivant ainsi la politique de marginalisation des périphéries par l'Etat central soudanais.
- La complicité de la communauté internationale, notamment de l'Union Européenne, qui a indirectement financé les Forces de Soutien Rapide dans le cadre du « processus de Khartoum » en 2014, sous prétexte de contrôle migratoire, consolidant ainsi la milice ;
- La complicité de la France, grand partenaire commercial des Emirats Arabes Unis, avec un volume d'échange atteignant 8,5 milliards d'euros en 2024, et dont les Emirats sont le premier acheteur d'armes (plus de 21 millions d'euros de vente entre 2014 et 2023).
- La responsabilité des entreprises françaises de l'armement telles que Lacroix et KNDS, dont des composants ont été retrouvés dans les armes utilisées par les Forces de Soutien Rapide au Darfour.
- Le silence complice des médias occidentaux, y compris des médias de gauche, qui ont systématiquement invisibilisé les crimes commis au

Soudan depuis avril 2023, alors qu'il s'agit de la principale crise humanitaire et de la plus grande crise de personnes déplacées au monde. Nous appelons la communauté internationale à faire parvenir de toute urgence une aide humanitaire à la hauteur de la crise au Darfour et dans tout le Soudan et à classer les Forces de Soutien Rapide comme organisation terroriste, ce qui aura pour effet d'empêcher le financement de leurs activités et de rendre illégal tout soutien matériel à cette milice.

Nous appelons les gouvernements internationaux à poursuivre, arrêter et juger pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité les dirigeants des FSR qui se trouvent sur leur territoire. Nous appelons le gouvernement français à mettre en place des sanctions économiques immédiates contre les Emirats Arabes Unis, en commençant par suspendre les partenariats économiques et en particulier la vente d'armes.

Nous appelons les journalistes, les artistes, les personnalités publiques et les partis politiques : à briser le blocus médiatique sur le Soudan et à « visibiliser » de toute urgence les massacres à El Fasher.

Nous encourageons les citoyens à faire des dons aux initiatives de solidarité locale, notamment les cantines solidaires, les cliniques autogérées et les salles d'intervention d'urgence.

Nous réaffirmons notre soutien total aux collectifs des « salles d'urgence » et aux comités de résistance qui poursuivent chaque jour leur lutte pour la liberté et la dignité, jusqu'à l'instauration d'un pouvoir civil démocratique, conforme à la volonté du peuple soudanais, dans la continuité de la révolution de décembre 2018 et des révoltes d'octobre 1964 et d'avril 1985.

De Gaza à El Fasher en passant par la RDC, face à la violence des guerres néocoloniales et à l'abandon et la complicité de la communauté internationale, il ne reste plus que la solidarité entre les peuples. Stop aux génocides ! Solidarité avec la population d'El Fasher ! Liberté, paix et justice au Soudan ! Sound of Sudan Sudfa Media Contact soundofsudanasso@gmail.com



CNT-AIT,  
AIT section in France

## **URGENT : GENOCIDE AU SOUDAN / AL FASHER EST TOMBEE AUX MAINS DES SANGUINAIRES MILICES JANJAWID [27 Octobre 2025]**

La nouvelle que nous avaient annoncée les compagnons du Rassemblement Anarchiste du Soudan samedi se confirme. La ville d'Al Fasher, dans la province du Darfour, assiégée depuis dix mois par les sanguinaires milices Janjawid des Rapid Support Forces, est tombée hier. Des milliers de morts sont à dénombrer. Même si peu d'information filtre, on peut s'attendre à des scènes de massacre et même de génocide, comme les milices Janjawid en sont hélas coutumières.

Le Rassemblement anarchiste du Soudan est sans nouvelle des compagnons anarchistes qui étaient coincés dans la ville (cf. <https://cnt-ait.info/2025/04/16/el-fasher-fr>) En contrôlant Al Fasher, les RSF contrôleront tout le Darfour, leur permettant de faire circuler hommes et armes depuis le Tchad et la Libye. Et elles mettront la main sur des ressources importantes, comme l'or ... Voici le communiqué de ce lundi 27 octobre des compagnons anarchistes du Soudan :

« Aujourd'hui, sous les yeux du monde entier, nous sommes témoins de l'atrocité de la guerre au Soudan : comment le peuple soudanais est brutallement massacré par les Forces de Soutien Rapide et le gouvernement. Poussé par des accords autoritaires et la lutte pour le contrôle des richesses du pays, avec la chute d'El Fasher et l'extermination de la population locale aux mains des Janjawids, le Soudan ouvre un nouveau chapitre d'une guerre de longue durée qui

pourrait s'étendre à tout le pays. Soit les combats cessent immédiatement, soit nous sommes à deux doigts d'une guerre civile généralisée. Miséricorde et pardon pour les martyrs de la résistance. Le Groupe Anarchiste au Soudan. »

**Si vous souhaitez soutenir les compagnons du Rassemblement Anarchiste du Soudan : - informez-vous sur la situation au Soudan (via Sudfa, Sounds of Sudan par exemple), parlez de la situation au Soudan à vos amis, à votre famille, à vos collègues etc ...**

**Tout le monde doit savoir ce qui est en train de se passer au Soudan - diffusez le bulletin Al Amal (Espoir), disponible en ligne ici : <https://cnt-ait.info/2025/10/25/alamal-5/> - participez à la cagnotte solidaire via Paypal <https://www.paypal.com/paypalme/cntait1> (veuillez valider « Envoi d'argent à un particulier » pour payer moins de frais bancaires. Merci d'envoyer un mail à contact@cnt-ait.info pour nous informer du don et aussi pour que nous puissions vous tenir informé de son utilisation.), par chèque à l'ordre de CNT-AIT (mention solidarité soudan au dos) à envoyer à CNT-AIT, 7 rue St Rémy 31000 TOULOUSE ou par virement bancaire (nous contacter)**